

Sahel Sahara, Covid 19 et insécurité.

Limam Nadawa

Journaliste, consultant centres

La pandémie du Coronavirus aura-t-elle des conséquences sur la situation sécuritaire du Sahel ?

Les risques que la réponse soit positive sont grands : les militaires étrangers engagés dans la lutte contre le terrorisme et évoluant dans cette sous-région sont mobiles et proviennent de plusieurs pays, dont certains sont des foyers de transmission : l'Allemagne, Chine, France, Etats-Unis, Espagne, Italie. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) compte 57 nationalitésⁱ, autant de situations de pandémie différentes. A des degrés de gravité divers, les cinq pays du G5 Sahel sont, à présent, atteints par la COVID-19, Burkina Faso en tête.

Le Secrétaire général du ministère malien de la Santé a révélé, début mars 2020, le repérage de cinq cas suspects parmi les soldats de la MINUSMA, de retour à leurs postes, via l'avion. Testés, ils ont été déclarés négatifs. Il a indiqué aussi que les aéroports de Bamako-Sénou, Gao, Kayes et Mopti ont été identifiés comme « points d'entrée à risques » de la maladie, à surveiller étroitement. Les mouvements humains entre les mères patries des soldats et leurs bases respectives seront revues, peut-être à la baisse, pour réduire les risques de contagion et éliminer l'obligation de mise en quarantaine. Cette limitation pourrait jouer sur le moral des troupes, privées des brefs retours en famille. La première conséquence de cette précaution est que tout passager d'avion, quels que soient, par ailleurs, sa nationalité et son statut, devra se soumettre au test du Coronavirus, et, éventuellement, accepter sa mise en quarantaine, pour observation ou pour des soins.

Plus généralement, dans les armées nationales sahéliennes, on peut prévoir des tests dans les casernements, là où ils existent, aux moindres signes extérieurs de la maladie : température élevée, toux. Cette précaution signifie que tout un détachement ou un bataillon pourra être placé en quarantaine, donc avec une opérationnalité nulle. Un cas de figure qui nécessiterait son remplacement, immédiat, par des effectifs identiques. Les services de santé

des armées peuvent être menacés de surmenage, comme le sont, déjà, leurs collègues civils dans certains foyers de contagion.

Plans de riposte onéreux.

La peur du coronavirus, l'obligation de distanciation sociale, les gestes barrières sont tels que les contacts et les échanges entre militaires et civils sahéliens s'en trouveraient réduits, alors que ces « activités civilo-militaires » sont stratégiques dans la construction de la confiance entre les deux entités.

A la date du 19 mars courant, le service de communication de la Force française Barkhane a livré le message qui suit : *« À l'heure actuelle, aucun cas de soldat contaminé n'est avéré, et l'opération Barkhane se déroule sur un théâtre où il n'y a pas, ou peu, de cas recensés à ce jour. Les opérations se poursuivent sans être impactées par cette pandémie, et les armées françaises prennent les mesures nécessaires pour que cela ne puisse être le cas. »*

Quant aux États du Sahel, ils sont amenés à réorienter leurs dépenses. Le « tout sécuritaire » a déjà vécu, sous les coups de boutoir des différents plans nationaux de lutte contre le coronavirus. Le Burkina Faso a élaboré un plan de riposte au COVID-19 de près de 11 milliards de F CFA. Au Mali, après une réunion extraordinaire du Conseil national de la défense, le président Ibrahim Boubacar Keita a décidé de débloquer une enveloppe de 6,3 milliards de FCFA pour lutter contre la pandémie.

Les États sahéliens sont également déstabilisés par la crise humanitaire engendrée par l'afflux des déplacés internes et des réfugiés. L'humanitaire est menacé de fragilisation par le même virus. Ce qui peut signifier que les États se découvrent, un peu, sur un flanc, ce dont pourraient profiter les terroristes, étant donné que ces moyens seront débloqués au détriment d'autres secteurs.

Djihadistes déstabilisés.

Qu'en est-il, du côté des terroristes ? Ils sont tout aussi déstabilisés par le COVID-19. Leur stratégie d'occupation de terrain pour effrayer voire en chasser les populations et de fatiguer de Barkhane, même s'ils savent que cette force n'est pas la bas pour l'éternité, peine.

L'État islamiste (EI) a énoncé et ventilé des directivesⁱⁱ, en la matière, qui s'appliqueront à ses affidés en Europe et en Afrique. D'abord, pour l'EI, la

pandémie est « un châtement de Dieu », une foudre qui tombe sur les « infidèles », au gré de la mise à l'index divine. Ensuite, les djihadistes sont, instamment, invités, à rester dans les pays touchés par la maladie, peut-être, pour la répandre. Dans le même temps, ceux qui sont en bonne santé ne doivent pas entrer dans les pays affectés par la pandémie et ceux contaminés ne doivent pas les quitter. Suit une liste des gestes barrières et la distanciation **sociale** à observer, qui sont classiques. Attitude qui montre que les islamistes adhèrent, en partie, à la science.

Au Sahel, est bien malin qui saura si l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) dispose d'un plateau technique performant et du personnel de santé formé pour la prise en charge de ses combattants souffrant du COVID-19. Par hypothèse, on peut supposer que les terroristes éprouveraient plus de difficultés que les « infidèles » à soigner et à gérer leurs combattants atteints par le mal. L'approvisionnement en produits divers, ainsi que leur stockage, leur serait aussi un défi notoire.

Puis, d'un point de vue religieux, les djihadistes doivent avoir été ébranlés ou troublés par les mesures de prévention prises par la quasi-totalité des États qui affrontent la pandémie, y compris ceux reconnus « théocratiques », comme l'Arabie Saoudite et la République islamique d'Iran. Entre autres :

- l'interdiction des prières collectives, y compris la Grande prière du vendredi ; la fermeture des mosquées ; la suspension du pèlerinage intermédiaire (*Oumra*) à La Mecque.

Ces trois mesures, non contestées par les responsables religieux, sont de portée hautement symbolique : la vie humaine est au-dessus de tout ! Pour des femmes et des hommes en « Guerre sainte », il y a de quoi se poser des questions sur la liberté de religion, dénié aux « infidèles ». Mais il se trouve que la lutte contre la COVID-19 est elle-même une guerre. Paroles du président français, Emmanuel Macron, martelées cinq fois, dans un seul discours : « Nous sommes en guerre. »

ⁱ **Les cinquante-sept (57) pays contributeurs de la Force militaire de la MINUSMA sont** : Allemagne, Arménie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Benin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chine, Cote D'ivoire, Danemark, Égypte, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Indonésie, Irlande, Italie, Jordanie, Kenya, Lettonie, Liberia, Lituanie, Mauritanie, Mexique, Népal, Niger, Nigeria, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Portugal, République

Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, Ukraine.

"**ISIS issues tips on how jihadists can avoid getting coronavirus** by Yaron Steinbuch

<https://nypost.com/2020/03/13/isis-issues-tips-on-how-jihadists-can-avoid-getting-coronavirus/>

Isis issues coronavirus travel advice: terrorists should avoid Europe by Tom Harper

<https://www.thetimes.co.uk/edition/news/isis-issues-coronavirus-travel-advice-terrorists-should-avoid-europe-5m89dvjjw>